

FONDS DE RECONSTRUCTION D'HAÏTI
MISE A JOUR DU STATUT EN DATE DU 23 MARS 2012

Titre du Projet:	UNDG/HRF-3 : Projet de Développement Durable du Sud-Ouest d'Haïti (Projet DD SO) (http://mdtf.undp.org/factsheet/project/00077735)				
Entité Partenaire:	Nations Unies	Numéro de la Note Conceptuelle de la CIRH:	PCN/000182		
Objectif de Développement du Projet:	Le Projet DD SO représente la première phase d'une initiative multisectorielle de relèvement et développement durable d'une durée de 20 ans, visant le Département du Sud d'Haïti et ciblant lors de cette phase une population de 210 000 habitants. Les objectifs du projet sont la réduction de la pauvreté, la diminution des vulnérabilités liées aux catastrophes, et la restauration des écosystèmes dans la zone de projet.				
Secteur du PARDH¹:	Ce projet cible les composantes suivantes du PARDH: Sections 4.1.3 (Gestions des risques liés aux catastrophes naturelles) 4.1.5 (Planification nationales et développement local) 4.1.6 (Gestion des bassins versants), 4.2.1 (Production agricole), 4.2.4 (Accès à l'électricité), 4.3.5 (Education), 4.3.6 (Santé, sécurité alimentaire et nutrition, eau et assainissement)	Secteur de la CIRH:	Transectorielle - Développement durable et soutien aux efforts de planification locaux		
Agence(s) en Charge²:	Programme des Nations Unies pour l'Environnement - PNUE/ UNEP, Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets - UNOPS [Gestion stratégique, conceptualisation et coordination de l'initiative Côte Sud et du projet DD SO - PNUE. Gestion du Programme de Support – UNOPS. Support technique - Columbia University, The Nature Conservancy . Mise en oeuvre - Catholic Relief Services, Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement, Earthspark and 20+ CBOs]				
Coût Total du Projet (US\$ millions):	12.55 millions (Le CSI est entièrement financé pour 2011 et ce jusqu'au premier trimestre de 2012).	Montant Total Approuvé de Subvention du FRH (US\$ millions):	8 millions	Montant Total des Fonds du FRH transférés à l'Entité Partenaire (US\$ millions):	8 millions
Autres Bailleurs de Fonds (indiquer le montant par bailleur):	UNEP et Gouvernement de Norvège \$550,000. Catholic Relief Services-USAID: \$4,000,000				
Fonds du Projet décaissés (US\$ millions):	UNEP (\$2,5M +\$550,000) + UNOPS (\$1,7M) + CRS (\$3,9) = \$8.65M	Pourcentage du Décaissement par rapport au coût total du projet:	69%		

¹ Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti.

² Agence or Agences qui est/sont le(s) bénéficiaire(s) direct(s) de l'Entité Partenaire et qui est/sont responsable(s) de la supervision de la mise en œuvre du projet.

Fonds du FRH décaissés (US\$ millions):	UNEP: \$2,485,807 UNOPS: \$1,715,307 UNEP + UNOPS TOTAL = \$4,201,114	Pourcentage des fonds du FRH décaissés par rapport au montant approuvé de la subvention du FRH³:	54%
Date d'Approbation Finale du CP du FRH:	7 Février 2011	Date Effective du Projet⁴:	28 Février 2011
Durée Prévue du Projet:	21 mois	Date de Clôture Envisagée du Projet :	30 Juin 2012

Agence assurant la Mise en Œuvre:	Type d'Organisation (Locale/ONG Internationale, Agence Gouvernementale, etc.):	Financement total du projet acheminé par le biais de l'Agence assurant la Mise en Œuvre (Budgétisé ou Réel):
UNEP	Agence ONU	\$1.37 M Réel
UNOPS	Agence ONU	\$2.8M Réel
Catholic Relief Services	ONG International + 20 partenaires CBOs	\$1.63M Budgétisé au total \$0.5M Réel
Columbia University	ONG International-Université	\$1.33M Budgétisé au total \$0.5M Réel
ORE	ONG	\$0.38M Budgétisé au total \$0.320M Réel
The Nature Conservancy	ONG International	\$0.2M Budgétisé au total \$0.05M Réel
Earthspark	ONG International	\$0.182M Budgétisé total \$0.150M Réel

Indicateurs Quantitatifs de Résultats (y compris le but):	Progrès:	Pourcentage de ce qui a été planifié:
<p>Le Projet DD SO représente la Phase 1 du CSI qui se veut une initiative de 20 ans. Par conséquent, la première année vise à développer une solide ligne de base associée à des indicateurs quantitatifs et qualitatifs multi-sectoriels pour mesurer les progrès de la CSI sur le long terme. Ce travail d'investigation s'est achevé en grande partie durant ce semestre et se combine avec la mise en place d'activités à résultats rapides visibles et tangibles dans tous les secteurs tout en informant l'élaboration de stratégies sectorielles CSI à l'échelle départementale et dans certains cas multi-communal pour le Département du Sud.</p>		
<p>Le plan de travail se divise en cinq grandes composantes :</p> <p>1. Leadership, Coordination et Gestion du Projet 1.1. Indicateur : Niveau d'appropriation du CSI par le Gouvernement</p> <p>2. Mobilisation et Support logistique au Projet 2.1. Indicateur : % de mobilisation – équipe et équipements</p> <p>3. Etat des lieux multisectoriel, suivi et évaluation 3.1. Indicateur : pourcentage d'étude de base sectorielle terminées 3.2. Indicateur : système de suivi et évaluation en place</p>	<p>Le progrès par composantes et selon les indicateurs sont les suivants :</p> <p>1.1. La CSI, qui impliquait initialement 10 communes a été étendu sur 18 communes. La planification avancée du programme pour sa deuxième phase couvrira donc l'ensemble du département. 2.1. 100% de mobilisation achevé 3.1. & 3.2. 80 %d'études de base en cours et système de suivi et évaluation en préparation 4.1. Deux documents de stratégie sectorielle en</p>	<p>1.1. 150%</p> <p>2.1. 100%</p> <p>3.1. & 3.2. 80%</p>

³ Ce pourcentage inclut les frais de 1% de l'agent administratif, en sus des fonds décaissés.

⁴ Date de réalisation de toutes les conditions d'efficacité du projet et du début de la mise en œuvre des activités de projet.

<p>4. Design, Coordination et Planification Multisectorielle 4.1. Indicateur : Nombre de plans/stratégies sectorielles développés</p> <p>5. Actions pratiques à résultats rapides 5.1. Indicateur : % d'activités pratiques mis en place</p>	<p>processus de consultation finale (Marin et Energie) et élaboration avancée des autres avec un retard constaté pour les secteurs sociaux (santé, éducation et eau et assainissement)</p> <p>5.1. 60% d'activités pratiques sont en cours avec un niveau avancé en agriculture, foresterie et énergie. Le restant des activités pratiques est en phase avancée de planification. Le tout est estimé être complété à 100% en juin comme prévu</p>	<p>4.1. 30%</p> <p>5.1. 60%</p>
--	--	---

Réalisations Qualitatives par rapport aux résultats attendus⁵:

Le projet DD SO avance mais avec un retard de cinq mois par rapport au calendrier initial. Ce retard trouve sa source dans : (i) La réception des fonds ; (ii) La finalisation de contrats avec les partenaires ; (iii) L'embauche du personnel technique national ; (iv) L'aménagement depuis zéro de l'espace de travail dans l'Ouest du Département du Sud (Port-Salut et Port à Piment) ainsi que l'acheminement de matériels spécifiques (ex : bateau) ; (v) La lenteur procédurale pour la mise œuvre d'une des principales ONG partenaires sur le terrain ; (vi) Le rôle moteur que la Cote Sud Initiative a joué à partir du 7 Octobre après les inondations qui ont touché la région de la côte sud (routes et ponts bloqués et détruits, pertes de cultures agraires) et ont augmenté les cas de choléra. Afin de résorber ce retard qui a particulièrement été reflété par le manque de visibilité des activités pratiques sur le terrain, la gestion du projet s'est particulièrement concentré durant ce semestre sur (i) un suivi détaillé des activités de chaque partenaire de manière bilatérale afin que les résultats attendus soient délivrés dans les plus brefs délais – un ajustement du plan de travail a été réalisé; (ii) le développement d'une stratégie de communication des résultats obtenus à date et à venir – des factsheets par secteur d'interventions ont été développés pour dissémination ; et (iii) le développement de partenariats – le nombre de partenaires du CSI a augmenté de 5 à 15.

De manière pratique, le travail de développement technique et d'élaboration de lignes de bases par secteur s'est achevé en grande partie pour tous les secteurs et le tout sera consolidé au début du prochain trimestre pour informer les stratégies sectorielles. L'élaboration de stratégies sectorielles est en cours mais avec des niveaux d'avancés variant d'un secteur à un autre. De la même manière, les relations avec les Ministères avec qui la CSI collabore de manière étroite sont excellentes et proactives pour certains secteurs (infrastructure, marin, énergie, tourisme) alors qu'un travail de renforcement des relations doit être mené beaucoup plus fortement au niveau des secteurs sociaux par exemple (santé, éducation, eau et assainissement). Le programme Marin a par exemple le mandat en appui au gouvernement de développer et coordonner l'ensemble des activités relatives à la gestion marine dans le Département. Au niveau des activités pratiques, bien que celles-ci aient débuté fin 2011 déjà pour certains secteurs, ce premier trimestre de l'année a été consacré à s'assurer que l'ensemble des secteurs entame les activités à résultats rapides. Ainsi la majorité des activités pratiques, tous secteurs confondus, ont débuté durant ce trimestre et il est prévu que toutes les activités soient finalisées d'ici le trimestre prochain comme prévu dans le calendrier.

Le champ d'action du projet DD SO inclut également le financement à petite échelle pour la coordination du CSI et la planification conjointe d'autres projets - cela se traduit par l'intégration et l'appui à la planification et mise en œuvre d'un projet de taille de la BID visant le secteur de l'énergie renouvelable dans les centres de service sociaux. Cette intégration améliore ainsi la coordination de l'aide globale dans la région.

De nombreuses requêtes et encouragements étatiques à l'échelle du Département (Directeurs Départementaux et Délégué) ont été faits au CSI pour étendre sa portée géographique et devenir l'outil de support à la planification départementale pour le Gouvernement. De ce fait, la coordination du CSI tout en continuant son niveau de coordination dans les 10 communes initialement prévues, a débuté des discussions avec les partenaires nationaux et internationaux, étatiques et non-étatiques, afin de répondre au mieux au besoin exprimé par le gouvernement. Ceci s'est consolidé durant ce trimestre par le développement des prochaines phases du projet qui inclut l'expansion géographique en terme de coordination et planification comme élément central.

⁵ Inclut (i) réalisations qualitatives (ii) étapes clés (actuelles ou futures) et (iii) tout changement significatif dans les composantes du projet ou les réallocations budgétaires.

Challenges and autres commentaires⁶:

Plusieurs défis ont été rencontrés depuis le début du projet et ce trimestre a été une étape charnière pour les résoudre et dans certains cas les saisir en tant qu'opportunités dans le développement de la Cote Sud Initiative. Ces défis et opportunités sont les suivants :

Outils de Planification Départementale : Le soutien du/au gouvernement a toujours été positif au niveau politique autant au niveau central que départemental par rapport à la philosophie de support à la planification du CSI. Durant ce trimestre, CSI a proposé de manière détaillée pour consultation son modus operandi pour l'extension de sa portée géographique et pour devenir l'outil d'appui à la planification départementale pour le Gouvernement.

Accompagnement : Le manque de moyens techniques, financiers et humains est un facteur limitant la participation et l'appropriation des Ministères dans les activités du projet. Dans ce cadre, le CSI propose un paquet de gouvernance visant à accompagner les Ministères dans les secteurs prioritaires.

Synergies : Il est important que le CSI travaille en synergie avec d'autres projets, surtout ceux d'envergure ayant un impact important dans la région. A ce titre, des termes de collaboration stratégiques et techniques ont été développés avec le projet de vulnérabilité du PNUD qui fut invité à devenir membre de la Cote Sud Initiative.

Secteur sociaux : Le partenaire initial du projet travaillant dans les secteurs sociaux (santé, éducation, eau et assainissement) a des capacités non négligeables en terme de mise en œuvre mais des lacunes importantes ont été constatées au niveau de l'appui au gouvernement. A ce titre, des discussions institutionnelles ont été engagées avec l'UNICEF qui considère le Sud comme région prioritaire. L'UNICEF a été invité à devenir membre de la Cote Sud Initiative et a répondu positivement. Des discussions techniques prendront place au début du prochain trimestre.

⁶ Tel qu'applicable inclut (i) les raisons des délais accusés pour le projet, (ii) les challenges de la mise en œuvre, (iii) statut du financement (écarts de financement, nouvelles sources de financement, ou changements aux contributions initiales), et (iv) toute autre information pertinente.